

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/31655]

4 AVRIL 2022. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 20 décembre 2021 portant exécution partielle, en matière de relance économique par le numérique dans le cadre de l'initiative REACT-EU, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré

Le Ministre de l'Économie et du Numérique,

Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil, et les actes délégués qui en découlent ;

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi", et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 ;

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, articles 6, § 1^{er}, alinéa 3, et 12 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, articles 5, 16, § 2, alinéa 2, et 20, § 1^{er}, alinéa 3 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 février 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 mars 2022 ;

Vu le rapport du 25 janvier 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis 71.168/2 du Conseil d'Etat, donné le 28 mars 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la décision n° C (2014) 8190 final de la Commission européenne du 29 octobre 2014 portant approbation de l'Accord de partenariat pour la Belgique, telle que modifiée ;

Considérant la décision n° C (2014) 9934 final de la Commission européenne du 16 décembre 2014 portant approbation du Programme opérationnel FEDER 2014-2020 pour la Wallonie, telle que modifiée ;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 28 novembre 2013 approuvant le complément de programmation, telle que modifiée ;

Considérant le fait que, à la suite de la crise de COVID-19 qui a fragilisé de nombreux secteurs et entreprises wallonnes, il convient de réagir rapidement et de soutenir la relance économique qui passe inévitablement par une digitalisation et sécurisation des process ;

Considérant que les chèques de la thématique « relance économique par le numérique » ont pour finalité de contribuer à une limitation de l'impact de la crise sanitaire sur l'économie en incitant à une utilisation accrue et plus sécurisée d'outils et de canaux numériques afin de développer la stratégie commerciale et le positionnement digital de l'offre des entreprises et opérateurs économiques wallons. Que ces chèques contribuent ainsi aux objectifs de relance économique par le renforcement de la compétitivité et la consolidation du tissu économique, poursuivis à travers les mesures qui sont limitées dans le temps et mises en œuvre dans le cadre de l'initiative REACT-EU ;

Considérant que le développement numérique des ASBL wallonnes à vocation économique s'inscrit également dans cette stratégie de relance économique ;

Considérant que par arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2021, entré en vigueur le 24 janvier 2022, les ASBL à vocation économique ont été déclarées éligibles pour les chèques de la thématique « relance économique par le numérique » ; qu'au vu de la mesure limitée dans le temps, il est par conséquent dans l'intérêt de la stratégie de relance économique précitée de permettre aux ASBL à vocation économique de bénéficier de ces chèques, tout comme les entreprises déjà visées dans le champ d'application de cette mesure ;

Considérant que les ressources supplémentaires prévues par l'Union européenne dans le cadre des fonds FEDER sont, comme déjà mentionné, limitées dans le temps. Qu'un montant de 20 millions d'euros est affecté à cette aide. Que l'initiative REACT-EU doit être finalisée pour le 31 décembre 2023. Qu'il est, dès lors, opportun d'apporter ce soutien financier non seulement aux entreprises mais aussi aux ASBL wallonnes éligibles en vue d'assurer auprès d'elles l'optimalisation de ces ressources supplémentaires,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 20 décembre 2021 portant exécution partielle, en matière de relance économique par le numérique dans le cadre de l'initiative REACT-EU, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le 1°, les signe et mots « , modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 » sont abrogés ;

2° il est inséré un 5°/1 rédigé comme suit :

« 5°/1 l'ASBL : le bénéficiaire qui répond à la définition de l'association sans but lucratif visée à l'article 1^{er}, 9°, de l'arrêté du Gouvernement wallon ; » ;

3° dans le 7°, les mots « ou de l'ASBL » sont insérés entre les mots « l'entreprise » et les mots « dans le cadre » ;

4° dans le 9°, les mots « ou de l'ASBL » sont insérés entre les mots « l'entreprise » et les mots « en matière ».

Art. 2. Dans l'article 2 du même arrêté, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 : « Les aides visées à l'alinéa 1^{er}, sont également accessibles aux ASBL dans les mêmes conditions que celles énoncées aux articles 5, 6, 7, 8, 9, alinéa 2. ».

Art. 3. Dans l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, 3°, les mots « pour les entreprises, » sont insérés avant les mots « l'attestation » ;

2° l'alinéa 1^{er}, est complété par un 6° rédigé comme suit :

« 6° la déclaration sur l'honneur téléchargeable sur la plateforme web, permettant d'attester l'éligibilité de l'ASBL. » ;

3° à l'alinéa 4, dans la phrase liminaire les mots « , de l'ASBL » sont insérés entre les mots « l'entreprise » et « et du prestataire » ;

4° dans l'alinéa 4, 2°, les mots « , de l'ASBL » sont insérés entre les mots « l'entreprise » et « et du prestataire ».

Art. 4. Dans l'article 7, alinéa 2, 2°, du même arrêté, il est inséré un g) rédigé comme suit :

« g) l'accompagnement du bénéficiaire dans la mise en place ou l'amélioration de sa stratégie en cybersécurité au sein de ses processus internes, à l'exclusion d'une mise en conformité relative à une norme ou directive officielles. ».

Art. 5. Dans l'article 8, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, la phrase « Il permet de couvrir les prestations relatives à un diagnostic de maturité numérique à concurrence d'un jour maximum, ou d'un diagnostic de cybersécurité à concurrence d'un jour maximum, portant ainsi la prestation de diagnostic la plus complète à un maximum de deux journées d'audit facturées avec application d'un plafond journalier fixé à 950 euros par jour HT.V.A.. » est remplacée par les phrases « Il permet de couvrir les prestations relatives à un diagnostic de maturité numérique à concurrence d'un jour maximum, ou d'un diagnostic de cybersécurité à concurrence d'un jour maximum, portant ainsi la prestation de diagnostic la plus complète à un maximum de deux journées d'audit. L'intervention publique est limitée à 950 euros HT.V.A. par jour. » ;

2° dans l'alinéa 2, la phrase « Lorsque la prestation porte sur au moins deux aspects des trois axes d'intervention que sont la stratégie de positionnement digital, projet d'e-commerce et la politique de cybersécurité, les prestations sont portées à six journées maximum et sont facturées avec l'application d'un plafond journalier fixé à 950 euros par jour HT.V.A.. » est remplacée par les phrases « Les prestations peuvent viser au maximum deux axes parmi les trois axes d'intervention que sont la stratégie de positionnement digital, le projet d'e-commerce et la politique de cybersécurité. Lorsque les prestations concernent deux axes, elles peuvent s'étendre à six journées maximum. L'intervention publique est limitée à 950 euros HT.V.A. par jour. ».

Art. 6. Dans l'article 9 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Les prestataires de services spécialisés pour les prestations visées à l'article 7, alinéa 2, et déjà labellisés par le SPW EER pour les chèques maturité numérique et cybersécurité de la thématique « Transformation numérique de l'entreprise » bénéficient d'une extension de labellisation et peuvent réaliser les prestations dans le cadre des chèques de la thématique « relance économique par le numérique » sur la base de leurs compétences d'expertises similaires. ».

Art. 7. Excepté, les articles 3, 1°, 4, 5 et 6 qui produisent leurs effets le 20 janvier 2022, le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge* et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2023.

Namur, le 4 avril 2022.

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2022/31655]

4. APRIL 2022 — Ministerieller Erlass zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 20. Dezember 2021 zur Teilausführung - im Bereich der wirtschaftlichen Wiederbelebung durch Digitalisierung im Rahmen der Initiative REACT-EU - des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums und des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio

Der Minister für Wirtschaft und Digitalisierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates, und die sich daraus ergebenden delegierten Rechtsakte;

In Erwägung der Verordnung (EU) Nr. 1301/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung und mit besonderen Bestimmungen hinsichtlich des Ziels "Investitionen in Wachstum und Beschäftigung" und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1080/2006;

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 6 § 1 Absatz 3, und Artikel 12;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 5, 16 § 1 Absatz 4 und § 2 Absatz 2, und 20 § 1 Absatz 3;

Aufgrund der am 9. Februar 2022 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 8. März 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 25. Januar 2022, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 28. März 2022 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 71.168/2 des Staatsrats;

In Erwägung des Beschlusses Nr. C (2014) 8190 final der Europäischen Kommission vom 29. Oktober 2014 zur Genehmigung des Partnerschaftsabkommens für Belgien, in der abgeänderten Fassung;

In Erwägung des Beschlusses Nr. C (2014) 9934 final der Europäischen Kommission vom 16. Dezember 2014 zur Genehmigung des operationellen Programms EFRE 2014-2020 für die Wallonie, in der abgeänderten Fassung;

In Erwägung des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 28. November 2013 zur Genehmigung der Ergänzung zur Programmplanung, in der abgeänderten Fassung;

In Anbetracht der Tatsache, dass es nach der COVID-19-Krise, die zahlreiche wallonische Sektoren und Unternehmen geschwächt hat, angebracht ist, schnell zu reagieren und die wirtschaftliche Wiederbelebung zu unterstützen, die unweigerlich über eine Digitalisierung und Absicherung der Prozesse erfolgen muss;

In der Erwägung, dass die Schecks im Zusammenhang mit dem Themenfeld der "wirtschaftlichen Wiederbelebung durch Digitalisierung" zum Ziel haben, zu einer Begrenzung der Auswirkungen der Gesundheitskrise auf die Wirtschaft beizutragen, indem sie zu einer verstärkten und sichereren Nutzung digitaler Werkzeuge und Kanäle anregen, um die Geschäftsstrategie und die digitale Positionierung des Angebots der wallonischen Unternehmen und Wirtschaftsakteure zu entwickeln. Dass diese Schecks durch die Stärkung der Wettbewerbsfähigkeit und die Konsolidierung des Wirtschaftsgefüges somit zu den Zielen der wirtschaftlichen Wiederbelebung beitragen, die durch Maßnahmen verfolgt werden, die zeitlich begrenzt sind und im Rahmen der REACT-EU-Initiative umgesetzt werden,

In der Erwägung, dass die digitale Entwicklung der wallonischen VoG mit wirtschaftlicher Zweckbestimmung ebenfalls Teil dieser Strategie zur Wiederbelebung der Wirtschaft ist;

In Erwägung, dass durch Erlass der wallonischen Regierung vom 23. Dezember 2021, der am 24. Januar 2022 in Kraft trat, die VoG mit wirtschaftlicher Zweckbestimmung für Schecks im Zusammenhang mit dem Themenfeld der wirtschaftlichen Wiederbelebung durch die Digitalisierung als förderfähig erklärt wurden; dass angesichts der zeitlich begrenzten Maßnahme es daher im Interesse der oben genannten Strategie zur Wiederbelebung der Wirtschaft liegt, dass die VoG mit wirtschaftlicher Zweckbestimmung ebenso wie die bereits im Anwendungsbereich dieser Maßnahme genannten Unternehmen in den Genuss dieser Schecks kommen können;

In Anbetracht dessen, dass die von der Europäischen Union im Rahmen der EFRE-Fonds vorgesehenen zusätzlichen Mittel, wie bereits erwähnt, zeitlich begrenzt sind. Dass für diese Hilfe ein Betrag von 20 Millionen Euro bereitgestellt wird. Dass die REACT-EU-Initiative bis zum 31. Dezember 2023 abgeschlossen sein muss. Dass es daher angebracht ist, diese finanzielle Unterstützung nicht nur den Unternehmen, sondern auch den förderfähigen wallonischen VoG zu gewähren, um bei ihnen die Optimierung dieser zusätzlichen Ressourcen zu gewährleisten,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Ministeriellen Erlasses vom 20. Dezember 2021 zur Teilausführung - im Bereich der wirtschaftlichen Wiederbelebung durch Digitalisierung im Rahmen der Initiative REACT-EU - des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Ziffer 1° werden das Zeichen und die Wörter ", abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019" aufgehoben;

2° es wird ein Punkt 5/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

" 5°/1 die VoG: der Bezugsberechtigte, der der Definition der Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht nach Artikel 1 Ziffer 9° des Erlasses der Wallonischen Regierung entspricht";

3° in Ziffer 7° werden die Wörter "oder der VoG" zwischen den Wörtern "Unternehmens" und "im Rahmen" eingefügt

4° in Ziffer 9° werden die Wörter "oder der VoG" zwischen den Wörtern "des Unternehmens" und den Wörtern "in Bezug auf" eingefügt.

Art. 2 - In Artikel 2 desselben Erlasses wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

“Die in Absatz 1 genannten Hilfen können unter denselben Bedingungen wie in den Artikeln 5, 6, 7, 8 und 9 Absatz 2 auch von den VoG beansprucht werden.”.

Art. 3 - In Artikel 5 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1, Ziffer 3° werden die Wörter “für die Unternehmen” vor den Wörter “die De-minimis-Bescheinigung” eingefügt;

2° Absatz 1 wird um eine Ziffer 6° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“6° die ehrenwörtliche Erklärung, die auf der Webplattform heruntergeladen werden kann und mit der die Förderfähigkeit der VoG bestätigt werden kann.”

3° in dem Einleitungssatz von Absatz 4, werden die Wörter “, der VoG” zwischen den Wörtern “des Unternehmens” und den Wörtern “und des Diensteanbieters” eingefügt;

4° in Absatz 4, Ziffer 2° werden die Wörter “, der VoG” zwischen den Wörtern “des Unternehmens” und den Wörtern “und des Diensteanbieters” eingefügt.

Art. 4 - In Artikel 7, Absatz 2, Ziffer 2° desselben Erlasses wird ein g) mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“g) Unterstützung des Bezugsberechtigten bei der Einführung oder Verbesserung seiner Cybersicherheitsstrategie innerhalb seiner internen Prozesse, mit Ausnahme der Anpassung an offizielle Normen oder Richtlinien.”.

Art. 5 - In Artikel 8, § 2 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird der Satz: “Damit können die Leistungen für eine Diagnose der digitalen Reife bis zu höchstens einem Tag, oder für eine Diagnose der Cybersicherheit bis zu höchstens einem Tag abgedeckt werden, so dass die umfassendste Diagnoseleistung bis zu höchstens zwei Audit-Tagen mit einer Tageshöchstgrenze von 950 Euro pro Tag (ohne Mehrwertsteuer) umfasst.” durch die folgenden Sätze ersetzt: “Damit können die Leistungen für eine Diagnose der digitalen Reife bis zu höchstens einem Tag, oder für eine Diagnose der Cybersicherheit bis zu höchstens einem Tag abgedeckt werden, so dass die umfassendste Diagnoseleistung bis zu höchstens zwei Audit-Tagen umfasst. Die öffentliche Beteiligung wird auf 950 Euro ohne MwSt. pro Tag begrenzt. » ;

2° in Absatz 2 wird der Satz: “Wenn sich die Leistung auf mindestens zwei Aspekte der drei Interventionsachsen (digitale Positionierungsstrategie, E-Commerce-Projekt und Cybersicherheitspolitik) bezieht, werden die Leistungen auf maximal sechs Tage ausgedehnt und unter Anwendung einer Tageshöchstgrenze von 950 Euro pro Tag zzgl. MwSt. in Rechnung gestellt.” durch die folgenden Sätze ersetzt: “Die Leistungen können sich auf höchstens zwei Achsen der drei Interventionsachsen (digitale Positionierungsstrategie, E-Commerce-Projekt und Cybersicherheitspolitik) beziehen. Wenn sich die Leistungen auf zwei Achsen beziehen, können sie sich auf höchstens sechs Tage erstrecken. Die öffentliche Beteiligung wird auf 950 Euro ohne MwSt. pro Tag begrenzt. ».

Art. 6 - In Artikel 9 desselben Erlasses wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

Die auf die in Artikel 7 Absatz 2 genannten Leistungsbereiche spezialisierten Diensteanbieter, die vom ÖDW WBF für die Schecks “Digitale Reife” und “Cybersicherheit” im Zusammenhang mit dem Themenfeld “digitale Umwandlung des Unternehmens” bereits zertifiziert sind, genießen eine Ausweitung der Zertifizierung und sind berechtigt, im Rahmen der Schecks des Themenfelds “wirtschaftliche Wiederbelebung durch Digitalisierung” auf der Grundlage ihrer ähnlichen Kompetenzen und Fachkenntnisse Leistungen zu erbringen. ».

Art. 7 - Mit Ausnahme der Artikel 3, Ziffer 1°, 4, 5 und 6, die am 20. Januar 2022 wirksam werden, tritt der vorliegende Erlass am Tag nach seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft und am 31. Dezember 2023 außer Kraft.

Namur, den 4. April 2022

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/31655]

4 APRIL 2022. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 20 december 2021 houdende gedeeltelijke uitvoering, inzake economisch herstel door middel van digitale technologie in het kader van het REACT-EU-initiatief, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portfolio

De Minister van Economie en van Digitale Technologieën,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling, het Europees Fonds voor Maritieme Zaken en Visserij, houdende algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor Maritieme Zaken en Visserij, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad en de daaruit voortvloeiende gedelegeerde handelingen;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1301/2013 van het Europees parlement en de Raad van 17 december 2013 betreffende het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling en specifieke bepalingen met betrekking tot de doelstelling "Investeren in groei en werkgelegenheid", en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1080/2006;

Gelet op het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, inzonderheid op de artikelen 6, § 1, lid 3 en 12;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, artikelen 5, 16, § 2, lid 2, en 20, § 1, lid 3;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 februari 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 maart 2022;

Gelet op het rapport van 25 januari 2022 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 71.168/2 van de Raad van State, gegeven op 28 maart 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het besluit nr. C (2014) 8190 final van de Europese Commissie van 29 oktober 2014 tot goedkeuring van de partnerschapsovereenkomst met België, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit nr. C (2014) 9934 final van de Europese Commissie van 16 december 2014 tot goedkeuring van het Operationeel programma EFRO 2014-2020 voor Wallonië, zoals gewijzigd;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 28 november 2013 tot goedkeuring van de aanvulling op de programmering, zoals gewijzigd;

Gelet op het feit dat er als gevolg van de crisis COVID-19, die vele Waalse sectoren en ondernemingen heeft verzwakt, snel moet worden gereageerd en dat het economisch herstel ondersteund moet worden, dat onvermijdelijk gepaard gaat met de digitalisering en beveiliging van processen;

Overwegende dat de cheques van het thema "economisch herstel door middel van digitale technologie" ertoe moeten bijdragen de gevolgen van de gezondheidscrisis voor de economie te beperken door een intensiever en veiliger gebruik van digitale instrumenten en kanalen aan te moedigen, om de commerciële strategie en de digitale positionering van het aanbod van de Waalse ondernemingen en economische operatoren te ontwikkelen. Dat deze cheques aldus bijdragen tot de doelstellingen van economisch herstel door versterking van het concurrentievermogen en de consolidatie van het economisch weefsel, nagestreefd door middel van de in de tijd beperkte maatregelen die in het kader van het REACT-EU-initiatief worden uitgevoerd;

Overwegende dat de digitale ontwikkeling van de Waalse VZW's met een economische bestemming ook deel uitmaakt van deze economische herstelstrategie;

Overwegende dat bij besluit van de Waalse Regering van 23 december 2021, dat in werking is getreden op 24 januari 2022, de VZW's met een economische bestemming in aanmerking komend zijn verklaard voor de cheques van het thema "economisch herstel door middel van digitale technologie"; dat het derhalve, gelet op de in de tijd beperkte maatregel, in het belang van voornoemde economische herstelstrategie is de VZW's met een economische bestemming in aanmerking te laten komen voor deze cheques, evenals de ondernemingen die reeds bedoeld zijn in het toepassingsgebied van deze maatregel;

Overwegende dat de bijkomende middelen die de Europese Unie in het kader van de EFRO-fondsen ter beschikking stelt, zoals eerder vermeld, beperkt in de tijd zijn. Dat een bedrag van 20 miljoen euro aan deze steun toegekend wordt. Dat het REACT-EU-initiatief uiterlijk op 31 december 2023 afgewerkt moet zijn. Dat het derhalve aangewezen is deze financiële steun niet enkel aan ondernemingen te verlenen, maar ook aan in aanmerking komende Waalse VZW's, teneinde ervoor te zorgen dat deze bijkomende middelen optimaal worden gebruikt,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het ministerieel besluit van 20 december 2021 houdende gedeeltelijke uitvoering, inzake economisch herstel door middel van digitale technologie in het kader van het REACT-EU-initiatief, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portfolio, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 1° worden de tekens en woorden „gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019” opgeheven;

2° er wordt een 5°/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“5°/1 de VZW: de begunstigde die beantwoordt aan de definitie van vereniging zonder winstoogmerk bedoeld in artikel 1, 9°, van het besluit van de Waalse Regering;”;

3° in 7° worden de woorden “of van de VZW” ingevoegd tussen de woorden “van de onderneming” en “te verhogen”;

4° in 9° worden de woorden “of van de VZW” ingevoegd tussen de woorden “van de onderneming” en “op het vlak”.

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit wordt tussen leden 1 en 2 een lid ingevoegd, luidend als volgt: “De in lid 1 bedoelde steun is ook toegankelijk voor de VZW’s onder dezelfde voorwaarden als die welke zijn vermeld in artikelen 5, 6, 7, 8, 9, lid 2. ».

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, 3°, worden de woorden “voor de ondernemingen” ingevoegd vóór de woorden “het de minimis-atteest”;

2° het eerste lid wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt:

“6° de verklaring op erewoord, die kan worden gedownload vanuit het webplatform, waaruit blijkt dat de VZW in aanmerking komt.”;

3° in lid 4 worden in de inleidende zin de woorden “,of van de VZW” ingevoegd tussen de woorden “de onderneming” en “en de dienstverlener”;

4° in lid 4, 2°, worden de woorden “,of van de VZW” ingevoegd tussen de woorden “de onderneming” en “en de dienstverlener”.

Art. 4. In artikel 7, lid 2, 2°, van hetzelfde besluit wordt een punt g) ingevoegd, luidend als volgt:

“g) de begeleiding van de begunstigde bij de uitvoering of verbetering van zijn cyberbeveiligingsstrategie binnen zijn interne processen, met uitzondering van het in overeenstemming brengen in verband met een officiële norm of richtlijn.”.

Art. 5. In artikel 8, § 2, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt de zin “Het dekt diensten in verband met een diagnose van de digitale rijpheid tot maximaal één dag, of een diagnose van de cyberbeveiliging tot maximaal één dag, waardoor de meest volledige diagnostische dienst op maximaal twee auditdagen komt, gefactureerd met toepassing van een dagmaximum dat is vastgesteld op 950 euro per dag exclusief btw.” vervangen door de zinnen “Het dekt diensten in verband met een diagnose van de digitale rijpheid tot maximaal één dag, of een diagnose van de cyberbeveiliging tot maximaal één dag, waardoor de meest volledige diagnostische dienst op maximaal twee auditdagen komt. De overheidssteun is beperkt tot 950 euro per dag excl. btw.”;

2° in het tweede lid wordt de zin “Wanneer de dienst betrekking heeft op ten minste twee aspecten van de drie interventiegebieden, te weten digitale positioneringsstrategie, e-commerce-project en cyberbeveiligingsbeleid, worden de diensten uitgebreid tot maximaal zes dagen en gefactureerd met toepassing van een daglimiet die is vastgesteld op 950 euro per dag exclusief btw.” vervangen door de zinnen “De diensten kunnen gericht worden op ten hoogste twee van de drie interventiegebieden, te weten digitale positioneringsstrategie, e-commerce-project en cyberbeveiligingsbeleid. Wanneer de diensten betrekking hebben op twee gebieden kunnen ze tot maximaal zes dagen uitgebreid worden. De overheidssteun is beperkt tot 950 euro per dag excl. btw.”.

Art. 6. In artikel 9 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen als volgt:

De dienstverleners die gespecialiseerd zijn in de in artikel 7, lid 2, bedoelde diensten en die reeds door de “SPW EER” zijn gelabeld voor de cheques digitale rijpheid en cyberbeveiliging van het thema “digitale omslag van de onderneming”, komen in aanmerking voor een uitbreiding van het label en kunnen diensten uitvoeren in het kader van de cheques van het thema “Economisch herstel door digitale technologie” op basis van hun vergelijkbare deskundigheid.”.

Art. 7. Met uitzondering van de artikelen 3, 1°, 4, 5 en 6, die in werking treden op 20 januari 2022, treedt dit besluit in werking de dag na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2023.

Namen, 4 april 2022.